

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/GEN/19
15 septembre 2004

(04-3857)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

PROPOSITIONS CONCERNANT LES QUESTIONS RELATIVES AUX PARTIES AFFILIÉES

Communication du Brésil; du Chili; de la Colombie; de la Corée, République de;
du Costa Rica; de Hong Kong, Chine; du Japon; de la Norvège;
de la Suisse; du Territoire douanier distinct de Taiwan,
Penghu, Kinmen et Matsu; et de la Thaïlande

La communication ci-après, datée du 13 septembre 2004, est distribuée à la demande des délégations du Brésil; du Chili; de la Colombie; de la Corée, République de; du Costa Rica; de Hong Kong, Chine; du Japon; de la Norvège; de la Suisse; du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; et de la Thaïlande.

Les délégations qui ont présenté la communication ont demandé que ce document, qui a été soumis au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/125), soit aussi distribué en tant que document formel.

I. DESCRIPTION DES PROBLÈMES

La question de "l'affiliation" apparaît à plusieurs endroits de l'Accord antidumping, c'est-à-dire pour le calcul de la valeur normale et l'utilisation du prix à l'exportation construit, et joue un rôle essentiel dans la détermination des marges de dumping.¹ Pourtant, l'Accord antidumping ne fournit pas un ensemble de critères clairs et concrets permettant de déterminer les cas où les parties devraient être considérées comme "affiliées" et ne traite pas de manière adéquate les situations dans lesquelles l'existence de parties pouvant être affiliées affecte le calcul des marges de dumping. Étant donné l'importance de ces questions, il convient de réexaminer la question de l'affiliation et de faire en sorte que l'Accord antidumping donne une définition claire et appropriée de ces divers points.

1. Problèmes dus à l'absence de définitions claires des parties affiliées

Les autorités procèdent souvent à des enquêtes substantielles sur des transactions entre une partie interrogée et les parties que l'on appelle "liées", "associées" ou "affiliées" pour la détermination des marges de dumping, alléguant que les ventes de la partie interrogée à ses acheteurs associés pouvaient ne pas avoir été effectuées dans des conditions de libre concurrence ou "au cours d'opérations commerciales normales" au sens de l'article 2, ou que les achats de matières premières ou

¹ La définition des "parties affiliées" dont il est question dans le présent document renvoie aux articles 2.2 et 2.3 de l'Accord antidumping. Les partisans des négociations antidumping examineront le mot "lié(s)" employé dans la note de bas de page 11 (cf. définition de la branche de production nationale) et dans l'article 9.5 (cf. réexamen lié à de nouveaux exportateurs) à un stade ultérieur.

de services auprès de fournisseurs affiliés ne "tiennent [pas] compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré". Par exemple, les autorités demandent souvent à une partie interrogée de fournir toutes les données liées aux ventes dans le pays exportateur de parties affiliées à des acheteurs non affiliés. Dans d'autres cas, les autorités demandent à connaître les frais des fournisseurs affiliés afférents à la production ou aux services, outre les prix des divers achats effectués par la partie interrogée auprès des fournisseurs affiliés comme non affiliés. Dans d'autres cas encore, les autorités demandent à la partie interrogée de fournir des données sur la revente et les frais d'un acheteur dans le pays importateur pour utiliser le prix à l'exportation construit.

Dans nombre de ces cas, les autorités poussent leurs demandes de renseignements bien au-delà de ce qui est nécessaire pour déterminer la marge de dumping appropriée pour la partie interrogée. Elles demandent souvent des renseignements sur une partie "affiliée" dont la partie interrogée ne détient qu'une petite partie du capital et sur laquelle elle n'a, en réalité, aucun contrôle. Certaines autorités estiment que les parties interrogées sont affiliées à des fournisseurs ou à des acheteurs à partir d'une participation aussi faible que 5 pour cent. Dans d'autres cas, les autorités demandent des données inutilement détaillées tenues à jour par ces parties "affiliées". Dans d'autres cas encore, la partie interrogée ne peut pas juger si ses acheteurs/fournisseurs seront considérés comme des parties affiliées du fait que la définition des parties affiliées donnée par les autorités n'est pas claire. Ces demandes de renseignements font peser une charge excessive et inutile sur la partie interrogée. Bien souvent, la partie interrogée est tout simplement incapable de répondre à toutes ces demandes de renseignements, ce qui entraîne l'utilisation de données de fait disponibles "défavorables".

2. Problèmes dus à l'absence de règles concernant le traitement des transactions entre parties affiliées

Certaines autorités ont appliqué des règles spéciales amplifiant ou diminuant les prix et coûts des ventes enregistrés dans le système de comptabilité des coûts et le système financier normal d'une partie interrogée en raison d'une affiliation alléguée entre les parties. Ainsi:

- Lors de la constatation d'une relation d'affiliation entre une partie interrogée et un acheteur, la partie interrogée est tenue de fournir des données relatives à la revente par l'acheteur à des parties indépendantes, que le prix des ventes de la partie interrogée soit fiable ou pas. Cette pratique consistant à nier la fiabilité de données réelles n'a aucune raison d'être si ce n'est qu'elle donne la possibilité aux autorités de recourir aux données de fait disponibles et de calculer des marges de dumping artificiellement élevées.
- Les frais de vente pour les services de transport fournis par une partie affiliée, qui doivent être déduits des prix facturés lors du calcul de la valeur normale au stade sortie usine, sont rejetés même si ce fournisseur de services affilié fournit des services similaires au même prix à des parties indépendantes. Un tel rejet entraîne également une augmentation de la valeur normale ainsi que la création et l'augmentation de la marge de dumping.
- De même, le coût de production de la partie interrogée est porté au plus élevé des trois niveaux suivants: coûts du fournisseur affilié, prix d'achat auprès de ses fournisseurs non affiliés ou prix d'achat réel auprès du fournisseur affilié. Cette méthode n'a pas d'autre raison d'être que d'augmenter les coûts de production de la partie interrogée au niveau le plus élevé possible imaginable, ce qui entraîne la création et l'augmentation de la marge de dumping.

- Dans d'autres cas, les autorités écartent les prix à l'exportation lorsque ces prix sont supérieurs aux prix à l'exportation appliqués aux importateurs indépendants mais elles en tiennent compte lorsque ces prix appliqués à un importateur associé sont inférieurs aux prix à l'exportation appliqués à un acheteur indépendant. Une telle pratique constitue tout simplement une mauvaise utilisation ou un abus de la latitude qui est donnée de recourir au prix à l'exportation construit.

La combinaison d'une définition trop large des parties associées, affiliées ou liées (certaines autorités estiment que les parties interrogées sont affiliées à des fournisseurs ou à des acheteurs à partir d'une participation aussi faible que 5 pour cent) et l'absence de règles concernant le traitement des transactions entre ces parties a entraîné des charges excessives et des résultats faussés. La définition des parties affiliées devrait être appliquée de la même façon dans toutes les situations et des règles spécifiques devraient être utilisées à la fois pour déterminer l'affiliation et traiter de manière appropriée les transactions entre parties affiliées.

II. ÉLÉMENTS D'UNE SOLUTION

1. Définition de "partie affiliée"

Proposition:

Ajouter une disposition (ou une annexe séparée) donnant une définition des "parties affiliées" qui sera appliquée pour toutes les déterminations de l'existence d'un dumping, dans les cas où les parties sont liées, associées ou affiliées et où les prix des transactions entre ces parties pourraient ne pas être fiables. La définition proposée est la suivante:

Une "partie affiliée" sera toute partie considérée comme contrôlant une autre partie, ou comme étant contrôlée par une autre partie, directement ou indirectement, ou comme étant sous le contrôle commun d'une tierce partie. Aux fins de cette définition, le contrôle s'entend du pouvoir de régir la politique financière et de fonctionnement d'une entreprise par les moyens suivants:

- a) détention de plus de la moitié du nombre total des voix d'une entreprise;
- b) détention du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs;
- c) détention d'un tel pouvoir en vertu d'une disposition ou d'un accord;
- d) détention du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe directeur équivalent; ou
- e) détention du pouvoir d'exprimer la majorité des suffrages aux réunions du conseil d'administration ou de l'organe directeur équivalent.

Le terme "association" à l'article 2.3 devrait être remplacé par l'expression "parties affiliées" et suivre la définition unifiée unique.

Explication:

L'article 2.2 de l'Accord antidumping ne contient aucune référence spécifique à l'association ou à la relation entre les parties pour ce qui est de la détermination de la valeur normale. L'article 2.3 de l'Accord antidumping établit que, lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation, ou lorsqu'il apparaît aux

autorités concernées que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation peut être construit, mais il ne donne pas d'indication claire sur les types d'affiliation qui nécessitent le recours au prix à l'exportation construit.

Le problème qui se pose avec les parties affiliées est qu'une partie peut procéder à des transactions avec une autre partie dans des conditions autres que commerciales. Dans les économies de marché, on part du principe qu'une partie ne fait pas un cadeau à une autre partie sous la forme de prix de ventes non commerciaux. On doit en effet considérer que, à moins qu'il y ait une identité substantielle d'intérêts économiques entre les entités impliquées, le prix de la transaction sera un prix pratiqué dans des conditions de libre concurrence. Cela implique par conséquent que l'identité des intérêts économiques est fonction du degré de participation croisée et de la capacité des propriétaires d'une partie à contrôler les actes de l'autre partie.

La question du degré de relation nécessaire pour constituer une identité d'intérêts économiques et conférer un contrôle a été analysée en détail dans le cadre des pratiques comptables des entreprises et incorporée dans la norme comptable internationale 27, "États financiers consolidés et comptabilisation des participations dans des filiales". Nous estimons que les critères figurant dans l'IAS 27, que nous faisons nôtres dans cette proposition, sont bien établis et acceptés et qu'ils constituent par conséquent la base la plus fiable pour traiter la question de l'affiliation entre deux entités. En outre, l'intégration de ces critères dans l'Accord antidumping a pour avantage d'accroître la transparence et la prévisibilité du régime antidumping et de garantir la cohérence entre les Membres dans l'application des règles antidumping. Concrètement, cette proposition définit les parties affiliées comme étant similaires à celles qui sont incluses dans un état financier consolidé, dans lequel une partie interrogée serait également incluse, conformément aux normes comptables existant dans de nombreux pays.

Il convient de noter que la capacité d'une partie à *influencer* les prix d'une autre partie ne constitue pas une norme appropriée pour déterminer le caractère de "partie affiliée". Par exemple, un acheteur qui entretient une relation commerciale de longue date avec un vendeur ou qui achète en grandes quantités peut utiliser sa puissance d'achat pour amener le vendeur à pratiquer un meilleur prix. Cette influence est l'essence même des opérations commerciales normales et n'est pas une preuve de "contrôle" sur l'autre partie. Les liens familiaux pourraient également exercer une "influence" sur le fonctionnement d'une entreprise mais ils ne dénotent pas en tant que tels l'existence d'un pouvoir de "contrôler" l'autre partie, et ils ne devraient donc pas être considérés comme un élément décisif permettant de supposer que le prix de vente n'est pas fiable.

2. Calcul des marges de dumping lorsque des parties affiliées sont impliquées

1) Ventes à des parties affiliées pour déterminer la valeur normale

Proposition:

- Modifier l'article 2.2 pour préciser que les autorités excluront toutes les ventes effectuées par la partie interrogée à ses parties affiliées des ventes dans le pays exportateur (ou au pays tiers) pour déterminer la valeur normale uniquement si le prix moyen pondéré des ventes de la partie interrogée à la partie affiliée diffère de plus de W pour cent² du prix moyen pondéré des ventes à toutes les parties non affiliées (comparaison moyenne à moyenne), et si le prix moyen pondéré des ventes de la

² Le niveau approprié des pourcentages visés dans le présent document ("W", "Y", "T" et "V") sera examiné à un stade ultérieur de la négociation.

partie interrogée à la partie affiliée est supérieur au prix moyen pondéré le plus élevé des ventes à chaque partie non affiliée ou inférieur au prix moyen pondéré le plus bas des ventes à chaque partie non affiliée sur la base d'une comparaison entreprise par entreprise.

- En outre, préciser que cette comparaison sera effectuée pour les mêmes produits vendus au même niveau commercial, compte tenu des différences dans la combinaison de produits.
- En outre, préciser que, lorsque les autorités excluent de telles ventes selon la condition mentionnée ci-dessus, les données exclues ne seront remplacées par aucune autre donnée.
- En outre, préciser que, lorsqu'il n'y a pas ou qu'il y a trop peu de parties non affiliées en ce qui concerne les ventes effectuées par la partie interrogée pour que l'on puisse procéder aux comparaisons susmentionnées, les autorités ne tiendront pas compte des ventes effectuées dans le pays exportateur et se fonderont, pour déterminer la valeur normale, sur la valeur construite conformément à l'article 2.2.
- Modifier l'article 2.2 pour préciser qu'en aucun cas les autorités ne demanderont à une partie interrogée de fournir des renseignements en liaison avec les ventes des parties affiliées à des tierces parties.
- En outre, préciser que les autorités n'ont aucun pouvoir discrétionnaire de décider au cas par cas de suivre ou non les procédures susmentionnées.

Explication:

Cette proposition vise à clarifier et à simplifier les règles concernant le traitement des ventes d'une partie interrogée à ses parties affiliées pour déterminer la valeur normale. L'article 2.2 de l'Accord antidumping ne contient aucune référence spécifique au traitement des ventes lorsqu'il existe une association ou entre des parties affiliées pour ce qui est de la détermination de la valeur normale. En l'absence de règles explicites à ce sujet dans l'Accord antidumping, les Membres ont élaboré divers critères pour déterminer si les ventes aux parties affiliées étaient fiables ou non. Les Membres ont également élaboré des règles sur le traitement des ventes aux parties affiliées lorsqu'il était constaté que ces ventes n'étaient pas effectuées dans des conditions de libre concurrence. Au fur et à mesure que le régime antidumping s'est développé, ces critères et règles sont aussi devenus si complexes qu'ils ont rendu les résultats imprévisibles tout en créant des charges excessives pour les parties interrogées. Pour résoudre ces problèmes et clarifier la notion de base selon laquelle l'affiliation en elle-même n'est pas une condition suffisante pour considérer que le prix de ces transactions n'est pas fiable, notre proposition vise à rationaliser les règles afin qu'elles puissent être mises en œuvre par tous les Membres sans difficulté, à réduire la charge qui pèse tant sur les autorités que sur les parties interrogées et à accroître la prévisibilité du régime antidumping pour tous les participants au commerce international. Par exemple, certaines autorités demandent à une partie interrogée de fournir des données détaillées concernant la revente par l'acheteur affilié; mais une telle pratique devrait être explicitement prohibée car elle est trop contraignante tant pour les autorités que pour les parties interrogées et qu'il est très regrettable de devoir recourir aux données de fait disponibles.

2) Frais de vente facturés par des fournisseurs de services affiliés

Proposition:

Ajouter des dispositions pour préciser que les frais de vente de la partie interrogée

(c'est-à-dire les frais de vente qui entrent dûment en ligne de compte dans la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale au même niveau commercial) pour des services fournis par des parties affiliées seront fondés sur le prix effectivement facturé à la partie interrogée par le fournisseur affilié, sauf si ces frais de vente constituent un poste de dépense important et que les éléments de preuve versés au dossier montrent que les frais facturés par le fournisseur affilié pour le service diffèrent largement des frais comparables facturés par des fournisseurs de services non affiliés pour le même service ou des frais comparables facturés par le fournisseur affilié pour le même service aux parties non affiliées, et que cette différence influe sensiblement sur la comparaison des prix. Même dans le cas où il n'existe pas de frais comparables, les frais de vente facturés par les fournisseurs affiliés seront fondés sur le prix effectivement facturé à la partie interrogée par le fournisseur affilié, sauf si l'importance du poste de frais principal est inférieure aux coûts encourus par le fournisseur affilié pour fournir ce service. Plus précisément:

- On utilisera le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié, sauf si les frais de vente constituent un poste de dépense important.
- Au cas où les frais de vente constituent un poste de dépense important; et:
 - i) lorsque la partie interrogée se procure le même service tant auprès d'un fournisseur affilié qu'auprès d'un fournisseur non affilié, les autorités substitueront le prix comparable facturé par le fournisseur non affilié aux frais de vente effectivement facturés par le fournisseur affilié uniquement si les frais de vente effectivement facturés par le fournisseur affilié diffèrent de plus de Y pour cent du prix comparable facturé par le fournisseur non affilié pour fournir le même service; autrement, on utilisera le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié;
 - ii) lorsque la partie interrogée ne se procure PAS le même service auprès d'un fournisseur non affilié, les autorités demanderont à la partie interrogée de communiquer les données relatives aux coûts encourus par le fournisseur affilié pour fournir ce service.
 - a) Dans ce cas, la partie interrogée pourra communiquer un prix comparable facturé par le fournisseur affilié pour le même service aux parties non affiliées. En pareil cas, les autorités substitueront le prix comparable facturé par le fournisseur affilié aux parties non affiliées aux frais de vente effectivement facturés par le fournisseur affilié uniquement si les frais de vente effectivement facturés par le fournisseur affilié diffèrent de plus de Y pour cent du prix comparable facturé par le fournisseur affilié pour fournir le même service aux parties non affiliées; autrement, on utilisera le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié.
 - b) Si la partie interrogée ne communique pas le prix comparable susmentionné, les autorités substitueront les coûts encourus par le fournisseur affilié pour fournir le service aux frais de vente effectivement facturés par le fournisseur affilié uniquement si les frais de vente effectivement facturés par le fournisseur affilié sont inférieurs aux coûts encourus par le fournisseur affilié pour fournir ce service; autrement, on utilisera le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié.

En outre, préciser que les autorités n'ont aucun pouvoir discrétionnaire de décider au cas par cas de suivre ou non les procédures susmentionnées.

Explication:

Le but de la présente proposition est d'éviter de trop fastidieux calculs des frais de vente (c'est-à-dire les frais de vente qui entrent dûment en ligne de compte dans la comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale au même niveau commercial, qui est normalement le stade sortie usine). Les frais de vente, tels que les frais de transport, facturés par une partie affiliée, sont parfois soumis à un examen méticuleux par les autorités mais, le plus souvent, les prix enregistrés dans la comptabilité de la partie interrogée ne subissent finalement que des ajustements mineurs. La présente proposition permet de préciser que les autorités ne devraient pas imposer de charge inutile à une partie interrogée lorsque l'examen détaillé de ces frais n'entraînera probablement qu'un ajustement mineur et n'influera donc pas sensiblement sur la marge de dumping de la partie interrogée, indépendamment de la question de savoir si les frais de vente entrent dûment en ligne de compte dans la valeur normale ou les prix à l'exportation. De plus, les autorités devraient respecter les prix effectivement facturés par une partie affiliée et enregistrés dans la comptabilité de la partie interrogée, sauf si les prix diffèrent notablement des prix comparables facturés aux parties non affiliées ou par celles-ci. La présente proposition permet également de préciser que les autorités ne devraient pas forcer une partie interrogée à communiquer des données additionnelles relatives à la partie affiliée dès lors qu'il existe des prix comparables pour examiner la fiabilité des frais enregistrés.

3) Coûts facturés par des fournisseurs affiliés**Proposition:**

En ce qui concerne les coûts (coûts de production et frais de commercialisation au sens de l'article VI:1 b) ii) du GATT³), modifier l'article 2.2.1.1 pour préciser que les coûts encourus par la partie interrogée pour se procurer des intrants fournis par des fournisseurs affiliés seront fondés sur les prix effectivement facturés à la partie interrogée par les fournisseurs affiliés, sauf si cet intrant est un "intrant important" et que les éléments de preuve versés au dossier montrent que le prix de l'intrant important diffère largement du prix comparable facturé par les fournisseurs non affiliés pour le même intrant ou du prix comparable facturé par le fournisseur affilié pour le même intrant aux parties non affiliées, et que cette différence influe sensiblement sur la comparaison des prix. Même dans le cas où il n'existe pas de prix comparables, le prix facturé par les fournisseurs affiliés sera fondé sur le prix effectivement facturé à la partie interrogée par les fournisseurs affiliés, sauf si l'intrant important est vendu à la partie interrogée à un prix inférieur aux coûts encourus par le fournisseur affilié pour fournir cet intrant. Plus précisément:

- On utilisera le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié, sauf si l'élément de frais considéré correspond à un intrant important.
- Au cas où l'élément de frais considéré correspond à un intrant important; et:
 - i) lorsque la partie interrogée se procure le même intrant tant auprès d'un fournisseur affilié qu'auprès d'un fournisseur non affilié, les autorités substitueront le prix comparable facturé par le fournisseur non affilié au prix effectivement facturé par le fournisseur affilié uniquement si le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié diffère de plus de T pour cent

³ Voir la proposition 4-3 du document concernant la "détermination de la valeur normale" (TN/RL/W/150).

du prix comparable facturé par le fournisseur non affilié pour fournir le même intrant; autrement, on utilisera le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié;

- ii) lorsque la partie interrogée ne se procure PAS le même intrant auprès d'un fournisseur non affilié, les autorités demanderont à la partie interrogée de communiquer les données relatives aux coûts encourus par le fournisseur affilié pour fournir cet intrant.
 - a) Dans ce cas, la partie interrogée pourra communiquer un prix comparable facturé par le fournisseur affilié pour le même intrant aux parties non affiliées. En pareil cas, les autorités substitueront le prix comparable facturé par le fournisseur affilié aux parties non affiliées au prix effectivement facturé par le fournisseur affilié uniquement si le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié diffère de plus de T pour cent du prix comparable facturé par le fournisseur affilié pour fournir le même intrant à des parties non affiliées; autrement, on utilisera le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié.
 - b) Si la partie interrogée ne communique pas le prix comparable susmentionné, les autorités substitueront les coûts encourus par le fournisseur affilié au prix effectivement facturé par le fournisseur affilié uniquement si le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié est inférieur aux coûts encourus par le fournisseur affilié pour fournir cet intrant; autrement, on utilisera le prix effectivement facturé par le fournisseur affilié.

En outre, préciser que les autorités n'ont aucun pouvoir discrétionnaire de décider au cas par cas de suivre ou non les procédures susmentionnées.

Explication:

Pour les parties interrogées, répondre aux questions inutilement détaillées des autorités au sujet de leurs fournisseurs affiliés représente une lourde charge. Il faut trouver un juste équilibre entre la charge imposée à la partie interrogée et la nécessité qu'ont les autorités d'obtenir des renseignements additionnels. De la même façon que pour les frais de vente, afin d'arriver à cet équilibre, nous proposons que l'Accord antidumping précise les conditions auxquelles les autorités peuvent demander des données additionnelles relatives aux coûts; l'intrant important représente au moins un pourcentage spécifié des coûts totaux considérés et le prix facturé pour l'intrant important diffère largement d'un prix comparable facturé par des parties non affiliées. La présente proposition donne également à la partie interrogée la possibilité d'utiliser d'autres données relatives aux coûts facturés par la partie affiliée aux parties non affiliées pour la même fourniture, si la partie interrogée choisit de ne pas communiquer les renseignements pertinents relatifs aux coûts. Le but devrait être de trouver un moyen fiable et néanmoins plus facile d'obtenir une solution de remplacement, et non d'alourdir la charge imposée aux parties interrogées.

4) Exportations destinées à des parties affiliées (prix à l'exportation construit)⁴

Proposition:

- Modifier l'article 2.3 pour indiquer de façon encore plus précise que les autorités ne tiendront pas compte du prix à l'exportation en raison de sa non-fiabilité et utiliseront le prix à l'exportation construit uniquement si le prix moyen pondéré des ventes à l'exportation de la partie interrogée aux importateurs affiliés diffère de plus de V pour cent du prix moyen pondéré des ventes à l'exportation à tous les importateurs non affiliés (comparaison moyenne à moyenne) et si le prix moyen pondéré des ventes à l'exportation de la partie interrogée à l'importateur affilié est supérieur au prix moyen pondéré le plus élevé des ventes à l'exportation à chaque importateur non affilié ou inférieur au prix moyen pondéré le plus bas des ventes à l'exportation à chaque partie non affiliée sur la base d'une comparaison entreprise par entreprise.
- En outre, préciser que cette comparaison sera effectuée pour les mêmes produits vendus au même niveau commercial, compte tenu des différences dans la combinaison de produits.
- En outre, préciser que, lorsqu'il n'y a pas ou qu'il y a trop peu de parties non affiliées, en ce qui concerne les ventes à l'exportation de la partie interrogée, pour effectuer les comparaisons susmentionnées, les autorités ne tiendront pas compte des ventes à l'exportation et construiront le prix à l'exportation conformément à l'article 2.3 de l'Accord antidumping.
- En outre, préciser que les autorités n'ont aucun pouvoir discrétionnaire de décider au cas par cas de suivre ou non les procédures susmentionnées.

Explication:

Selon la pratique actuelle, le recours excessif au prix à l'exportation construit a alourdi la charge imposée aux parties interrogées et rendu plus fréquents les abus des autorités procédant à des comparaisons asymétriques. Afin de clarifier les conditions dans lesquelles le prix à l'exportation construit devrait être utilisé, la présente proposition vise à spécifier l'examen qu'il faudrait effectuer en ce qui concerne les ventes à l'exportation destinées à une partie affiliée. La principale idée qui sous-tend la présente proposition est similaire à celle qui concerne les ventes sur le marché intérieur à une partie affiliée; il s'ensuit que les ventes à l'exportation destinées à une partie affiliée devraient faire l'objet de l'examen que nous proposons aux fins de l'analyse de la fiabilité des prix des transactions entre parties affiliées, parce que l'affiliation n'est pas en soi une condition suffisante pour considérer comme non fiables les prix de ces transactions. Les ventes à l'exportation étant au cœur même des enquêtes antidumping, elles ne devraient pas, néanmoins, être exclues du calcul des marges de dumping, même si elles devraient l'être dans le cas des ventes sur le marché intérieur. En revanche, les ventes à l'exportation devraient être construites sur la base du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant, ainsi qu'il est prévu à

⁴ L'existence d'un "arrangement de compensation" entre deux parties n'a pas de rapport avec la question de savoir si ces parties sont "affiliées". La question du calcul de la valeur normale et du prix à l'exportation dans un cas où il existe un arrangement de compensation ou d'autres arrangements contractuels, qui pourraient influencer sur la fiabilité du prix, tant entre parties affiliées qu'entre parties non affiliées, n'entre pas dans le champ de la présente proposition et sera examinée dans un document distinct.

l'article 2.3. La présente proposition clarifie donc les conditions dans lesquelles le prix à l'exportation construit devrait être utilisé et vise à éviter son utilisation excessive.
